



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°262 du 16 au 22 avril 2020



TÉLÉENSEIGNEMENT

INTERROGATIONS À DOMICILE

Pour assurer la continuité pédagogique, les premiers cours ont été diffusés à la télévision nationale cette semaine. Mais ils soulèvent plus de questions qu'ils n'en résolvent.

GRATUIT

Ne peut être vendu



La maison mon terrain de jeu

Promo So'Box Fibre

Jusqu'au 14 mai 2020

- 25 000 FCFA/mois pendant 6 mois au lieu de 35 000F
- Frais d'installation : 0F

Vous rapprocher
de l'essentiel



RDV en agence ou appelez au 7414

ÉDITO

Contre vents et marées

Nous voici lancés vers une nouvelle journée d'élections en cette pandémie de coronavirus. Ce 19 avril, les Maliens sont appelés aux urnes pour le second tour des législatives. À l'aube de cette date, comme pour le premier tour, les mêmes interrogations assaillent de nombreux esprits. Quelles seront les conséquences de la tenue de ce deuxième tour ? Le 29 mars, jour du premier scrutin, le Mali comptait 20 cas de coronavirus pour 1 décès. À la date du mardi 14 avril, moins d'un mois après, le bilan est de 144 cas pour 13 décès. Mention spéciale tout de même à nos agents de santé, qui ont pu guérir 34 patients. La corrélation entre cette « explosion » et la tenue des législatives pourrait paraître simpliste. Elle ne l'est pas. Selon les chiffres du gouvernement, plus de 2 millions de personnes ont voté lors du premier tour et les mesures barrières n'ont pas vraiment été respectées. Certains centres ne disposaient pas de dispositifs sanitaires et plusieurs délégués et assesseurs se sont plaints de manque de gants et de masques. Le gouvernement a promis de faire mieux pour le scrutin à venir. Il n'empêche, comme l'enseigne le proverbe tibétain : « mieux vaut voir une fois qu'entendre cent fois ». Lors de son allocution télévisée du 10 avril, le Président IBK a annoncé des mesures fortes. Il n'était pas attendu qu'un report des législatives en fasse partie, les autorités se trouvant sur un îlot déplacé par la nature qui se trouve toujours à mille lieues des côtes, entouré de requins invisibles. Pour s'en sortir, il faut bâtir un pont jusqu'au rivage, mais à quel prix ? Une collatérale main d'œuvre sinistrée. N'oublions pas que des religieux musulmans et certains commerçants ont fait du maintien des législatives leur mantra, pour ne pas opérer les changements que la situation nous impose.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

365 milliards

C'est le montant en dollars de la dette des pays africains dont les principaux se sont accordés cette semaine sur un moratoire.

ILS ONT DIT...

- « La prison, même si ce ne sont que deux semaines passées en prison, c'est quand même un choc. La violence des menottes. On vous parle de la présomption d'innocence, mais en prison cela n'existe pas. Un prévenu est comme un condamné. Vous arrivez là, vous êtes fouillé comme un condamné. Tout vous est retiré, tout de suite. Vos téléphones, tout. D'une minute à l'autre, on bascule dans un autre monde. Pour quelqu'un qui n'a jamais connu cela, c'est d'une violence ! ». **Rokia Traoré**, artiste chanteuse malienne, le 14 avril 2020.
- « Le Fonds monétaire international a donné 100 millions de dollars au Rwanda hier (lundi), aujourd'hui (mardi 14 avril) 400 millions au Sénégal pour faire face au coronavirus. Merci au gouvernement de nous dire quand ce sera le tour du Mali ». **Moussa Mara**, Président du parti Yelema, le 14 avril 2020.

RENDEZ-VOUS

17 avril 2020 :

Clôture de la campagne du second tour des législatives

19 avril 2020 :

Second tour des législatives

22 avril 2020 :

Journée mondiale de la Terre

23 avril 2020 :

Journée mondiale du livre et des droits d'auteurs

UN JOUR, UNE DATE

16 avril 1955 : Le mot "ordinateur" est inventé par le professeur de philologie Jacques Perret à la demande de la société IBM.



La presse anglaise a révélé le mardi 14 avril que **Moussa Dembélé**, footballeur français d'origine malienne, a fait don de gels hydro-alcooliques, de gants et de masques à l'hôpital du village natal (Kayes) de son père.



Un établissement de la multinationale **McDonald's** à Canton, en Chine, a refusé à des Noirs l'accès à ses locaux. Un avis en anglais plaqué devant la porte du fast-food informait que les Noirs n'avaient pas le droit d'y entrer.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Un important incendie s'est déclaré dans une forêt près de la zone d'exclusion de Tchernobyl en Russie qui a connu en 1986 un important accident nucléaire. 13 avril 2020.

TÉLÉENSEIGNEMENT : INTERROGATIONS SUR UN DISPOSITIF À CONSTRUIRE

Dans le cadre de la « continuité pédagogique » envisagée par le gouvernement, les premiers cours à l'intention des élèves de 9^{ème} année fondamentale ont été diffusés sur la télévision nationale ce 14 avril 2020. Constatant l'absence de « supports pédagogiques directement utilisables, en collaboration avec les ministères de la Communication et de l'Économie numérique, nous nous sommes organisés pour mettre en place ce dispositif de formation à distance », expliquait notamment le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sur l'ORTM1, le 13 avril. Mais cette éventualité de cours à distance soulève pour le moment plus de questions qu'elle n'en résout. La faisabilité de ce dispositif, qui reste à mettre en place, pose la question des moyens techniques et technologiques, de leur accessibilité et des ressources humaines chargées de la mettre en œuvre. C'est pourquoi plusieurs acteurs sont sceptiques, et même opposés, vis-à-vis de ce système, qui présente de nombreux défis à plusieurs niveaux.

FATOUmata MAGUIRAGA



Des enfants suivant le premier cours retransmis par la chaîne nationale ORTM1 le mardi 14 avril 2020.

« Aujourd'hui, nous avons déjà sur les bras des contenus pédagogiques élaborés au niveau de la Direction nationale de l'Enseignement fondamental (niveaux 1 et 2), surtout en ce qui concerne la classe d'examen qu'est la 9^{ème}. Ainsi, toutes les matières retenues à l'examen du DEF sont disponibles en termes de contenus pédagogiques », a détaillé le ministre de l'Éducation. Avant d'ajouter que les « équipes sont à pied d'œuvre pour faire la même chose pour les classes de terminale, toutes séries » et d'inviter les parents d'élèves à s'impliquer dans l'encadrement nécessaire au suivi de ce programme.

Les cours à distance seraient « salutaires, car ils permettraient aux élèves et aux étudiants de ne pas rester trop longtemps sans formation », mais seulement s'ils sont réalisables, prévient Mamoutou Karamoko Tounkara, docteur en sociologie, enseignant-chercheur à l'université de Ségou. M. Tounkara, chef du département de Sociologie de la même université, est « dubitatif par

rapport à la réalité du Mali ». La difficulté d'accès aux médias et à Internet et la diversité des programmes au Mali constituent les premières entraves à ces cours à distance. Comment, dans ces conditions, dispenser des cours aux élèves de même niveau ? À cette difficulté s'ajoute celle

Pédagogiquement, cela n'a aucun effet sur les enfants. Faire des cours par la radio ou la télévision ou par Internet, c'est ignorer les réalités du Mali.

des ressources humaines qui seront chargées d'animer ces cours. Si les enseignants de l'école publique ne sont plus en grève depuis le 13 mars 2020, leur dernier préavis de débrayage ayant été retiré suite à la déclaration de la pandémie du coronavirus au Mali, ils ne sont cependant pas « dans les dispositions pour accompagner le gouvernement ».

« Pédagogiquement, cela n'a aucun effet sur les enfants. Faire des cours par la radio ou la télévision ou par Internet, c'est ignorer les réalités du Mali », déclare Ousmane Almoudou du Syndicat national des enseignants fon-

ctionnaires des Collectivités territoriales (SYNEFACT). S'associer au gouvernement dans cette initiative, c'est se rendre complice d'une situation de « tromperie du peuple », ajoute le syndicaliste. Cette solution discriminatoire, qui n'offrira pas l'égalité des chances à tous les enfants du Mali, est peut-être

ter les bailleurs pour qu'ils ne coupent pas les financements au niveau de l'école ? ». Déjà expérimenté par plusieurs universités à travers le monde, l'enseignement à distance représente une alternative à la suspension des cours. Cependant, cette méthode ne peut s'improviser et demande

une façon de « sauver l'année scolaire de leurs enfants », s'indigne M. Almoudou.

Fortement impactée par une situation sécuritaire compliquée depuis plusieurs années, l'école se caractérise par la fermeture des classes dans plusieurs localités. Comment alors donner des cours aux élèves de ces sites, qui n'ont pas suivi de cours depuis le début de l'année ? s'interroge M. Tounkara de l'université de Ségou. « Autant de zones d'ombres et d'incertitudes » qui font planer le doute sur ce programme, qui ne sauvera pas une « année scolaire déjà compromise ». Serait-ce « une mesure destinée à conten-

la mise en place de moyens conséquents.

Faisabilité à différentes échelles Si la méthode n'est pas « impossible » à mettre en place, sa mise en œuvre au Mali dans les conditions actuelles relève d'une gageure, avouent les acteurs. Surtout au niveau de l'enseignement secondaire et fondamental, où il sera difficile de sauver l'année scolaire. En effet, alors que certaines écoles privées ont effectué les évaluations du deuxième trimestre, les écoles publiques n'ont même pas pu correctement boucler le premier trimestre. Peut-on dès lors envisager des évaluations

REPÈRES

13 mars 2020 : Fin de la grève des enseignants de l'école publique.

19 mars 2020 : Fermeture des classes en raison de la pandémie de coronavirus.

14 avril 2020 : Début du téléenseignement.

annuelles communes dans ces ordres d'enseignement ? Pour l'université, même si la mesure peut être envisagée, de nombreux problèmes subsistent. S'il est vrai qu'avec le système LMD et la division de l'année en semestres les cours peuvent être prolongés au-delà de l'année scolaire classique, l'accès aux outils de cette méthode s'avèrera compliqué pour plusieurs raisons. Nombreux sont les professeurs qui ne sont pas forcément à niveau sur l'utilisation de ces nouvelles technologies. Donc la mise en place de ces cours « demandera une préparation particulière et une concertation préalable entre

les professeurs sur quels contenus mettre et comment les mettre afin d'assurer l'accessibilité aux étudiants », explique le Docteur Bouréma Touré, enseignant-chercheur à la faculté des Sciences humaines et des sciences de l'éducation (FSHSE). Un travail préalable qui prendra du temps. Alors même que ce programme d'enseignement à distance, qui est un volet du Programme de développement de l'enseignement supérieur (PADES), financé en partie par la Banque mondiale, existe depuis quelques années, le nombre d'enseignants initiés reste largement en deçà des besoins. Au niveau de l'université, l'année peut être encore sauvée, à condition que l'État s'investisse pour mettre l'ensemble des décanats au même niveau d'information et faire en sorte de pouvoir atteindre les étudiants afin qu'après la mise en place du programme les enseignants puissent leur expliquer la méthode, suggère le Docteur Touré.

Opportunité ? Ce nouveau dispositif, auquel il faut s'adapter, est aussi un nou-

veau défi, selon M. Mohamed Gakou, Directeur général de l'Institut des sciences politiques, relations internationales et communication (ISPRIC), qui a déjà déclenché son dispositif de cours en ligne. « Les premiers examens ont même eu lieu. Certains ont fini leur programme de l'année et les licences en sont à 90% d'exécution », détaille M. Gakou.

Les apprenants devront désormais aller au-delà de ce que l'enseignant dit. Les supports mis à disposition permettent à « ceux qui avaient perdu l'habitude de lire de le faire et les poussent à faire des recherches », ajoute M. Gakou, l'université ayant opté pour des cours semi-directs pour éviter les contraintes du direct. En plus des cours enregistrés, il existe des plateformes interactives qui permettent aux étudiants d'échanger avec les enseignants. Aux examens de table se sont également substitués des « examens de recherche et de production ». L'école, où chaque étudiant avait déjà son casier électronique et où même les résultats étaient disponibles dessus, a juste profité de cette fenêtre.

Les cours en ligne représentent surtout « une belle opportunité de profiter des avantages du numérique au niveau du public, où le ratio enseignant-étudiant est faible », ajoute M. Gakou. Cela permettra de gérer cette pléthore, d'aider les enseignants à être à l'aise dans la transmission du savoir et d'amener l'étudiant à être acteur de sa formation.

Au moment où l'on parle de modernisation de l'administration, il est indispensable de faire le lien et de rendre les études plus modernes. Il s'agit donc d'une « opportunité pour tout le monde de se mettre à jour et de transformer cette situation en challenge ». Il faut « prévoir le dispositif et évoluer, ne pas en être victime », conclut M. Gakou. ■

3 QUESTIONS À



IKNANE AG GADEDA

Secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

1 Quel est le dispositif de cours à distance que vous mettez en place ?

Nous avons décidé de nous focaliser pour le moment sur les classes d'examen, (9^{èmes}, terminales, enseignement technique et professionnel). Les équipes pédagogiques produisent des ressources pédagogiques pour la télévision. Entre temps, avec les partenaires, nous voyons comment produire les ressources pour la radio pour les autres niveaux et les ressources pour les mettre en ligne.

2 Le problème des ressources chargées de l'enseignement et l'accessibilité pour les apprenants se pose...

Pour les enseignants, il n'y a pas de problème, ils sont déjà en train de produire. Pour les enfants éloignés des centres urbains, nous envisageons l'utilisation des radios de proximité, en relation avec l'UNICEF, EDC et l'USAID, puisque c'est une expérience que nous avons déjà menée dans le temps. On va tenter de toucher le maximum d'enfants, mais je ne dirai pas qu'on va les toucher tous.

3 Ces cours permettront-ils de sauver l'année scolaire ?

Je ne peux pas répondre de façon précise à cette question pour le moment. La réflexion est en cours. Notre système n'utilise pas l'enseignement à distance et le coronavirus nous a montré davantage cette faiblesse. Il faut donc que l'enseignement à distance soit intégré dans notre système éducatif.

TÉLÉENSEIGNEMENT: DÉJÀ UNE RÉALITÉ AILLEURS EN AFRIQUE

Cours à la télévision pour les enfants, à la radio ou sur des tablettes sont des dispositifs d'enseignement à distance mis en place par beaucoup de pays. Chacun tente de trouver des alternatives pour des millions d'élèves privés d'école.

AMINATA KEITA



Le portail examen.sn au Sénégal où les jeunes peuvent préparer leurs épreuves à venir.

En Côte d'Ivoire, le gouvernement organise gratuitement des cours au bénéfice des élèves. Ces programmes ont commencé le lundi 6 avril 2020. Selon la ministre Kandia Camara dans un communiqué de presse, les cours sont accessibles à la télévision (RTI1 et RTI2), à la radio (Radio Côte d'Ivoire et Fréquence 2) et également en ligne. Ils concernent dans un premier temps les élèves en classe d'examen (CM2, 3ème

et Terminale). Elle a assuré que les élèves des classes intermédiaires seraient pris en compte progressivement. « Ces cours en ligne sont la meilleure solution pour que les élèves ne perdent pas leurs notions et continuent d'apprendre avant les examens. Ici, lorsqu'arrive l'heure des cours, tous les élèves se précipitent devant la télé pour les suivre. Je pense que ce système aura des failles, car rien ne vaut l'enseignement élèves - professeur face à face,

dans la classe », souligne Salia Sidibé, un jeune malien résidant en Côte d'Ivoire.

Au Sénégal, pour faire face à la situation, le ministère de l'Éducation a mis en place une plateforme d'enseignement en ligne. Le dispositif « Apprendre à la maison » met à la disposition des élèves des cours filmés et des exercices. Un site spécial, baptisé « examens.sn », a également été créé pour que les jeunes puissent se préparer

au mieux aux épreuves qui les attendent.

Par contre, le pays est soumis à des difficultés, car certains élèves habitent dans des zones où il n'y a pas de connexion Internet, voire pas d'électricité. Dans ces cas-là, le gouvernement du Sénégal a privilégié l'impression des cours, qui seront distribués aux élèves. Hors des frontières ouest-africaines, le Cameroun a totalement digitalisé son enseignement supérieur. Toutes les universités publiques camerounaises sont prêtes et arrimées au téléenseignement, selon le gouvernement. Le Cameroun a donc adopté le numérique éducatif, c'est-à-dire, le téléenseignement, mais aussi la télé-évaluation et même la télé-recherche. Il est concrètement question que les étudiants et enseignants, depuis les universités d'État, les institutions d'enseignement supérieur et celles à régime spécial, aient recours massivement au digital. Ils disposent pour ce faire de supports numériques qui leur permettent de pouvoir les suivre en non présentiel. À rappeler également que le Cameroun dispose d'une université numérique panafricaine, inaugurée le 15 janvier 2020. ■

LE DÉBAT

La continuité pédagogique (téléenseignement) est-elle une solution viable ?



HABIBATOU KEITA
ÉTUDIANTE

Personnellement, je pense que c'est une bonne chose. Elle permettra aux apprenants de ne pas perdre les notions de base, de continuer avec le programme scolaire. C'est surtout bénéfique pour ceux qui sont en classes d'examen, car le suivi continu des cours pour eux est une priorité. Ils ne peuvent réussir leurs examens sans une bonne formation. Les cours à la télé permettront de ne point être en retard sur le programme de l'année. À cet effet, je pense que cette initiative de l'État est à encourager, principalement par les parents. L'État doit également entreprendre des initiatives pour les universitaires, les autres classes et les lycéens qui ne sont pas dans des classes d'examen.



HAMIDOU SOW
JOURNALISTE



Selon moi, cette solution n'est pas viable. Déjà, lors des cours en classe, des élèves ont beaucoup de mal à apprendre et des difficultés avec certaines matières. Il y en a aussi qui, pour bien comprendre les leçons, ont besoin de poser des questions. Je me demande comment ils vont s'en sortir avec ce téléenseignement, car il n'y a pas d'échanges entre les élèves et les enseignants chargés de dispenser les cours. À tout cela s'ajoute aussi le problème de l'électricité. Avec cette canicule, les coupures sont très fréquentes. Tout le monde n'a pas accès à la télévision. Je me demande même si cette formation n'est pas juste destinée aux enfants de quelques privilégiés.

© TELEMUNDO

© DR

VOS SÉRIES TANT ATTENDUES

LE DECODEUR HD

5 000 FCFA*

~~10 000 FCFA~~

A PARTIR DE LA FORMULE **ACCESS**

CANAL+ INTERNATIONAL S.A.S. AU CAPITAL DE 3 975 000 € - 192 033 431 RCS NANTERRE

LA DONA SAISON 2 SUR NOVELAS*
ET MAITRESSE D'UN HOMME MARIE SUR 4

36 555
ÉCOUTEZ VOS COMMUNICATIONS LOCALES
SECON VOTRE COMMUNICATEUR RISE OU MOBILE

CANAL+ MALI

*Tarif TTC en vigueur jusqu'au 24/04/2020 pour tout nouvel abonné à l'une des formules suivantes : ACCESS, EVASION, ACCESS+, ESSENTIEL+, EVASION+, ou TOUT CANAL+, le à l'achat d'un décodeur HD CANAL+. Dans la limite des stocks disponibles. Installation à 2000 FCFA. La parabole et les accessoires sont offerts. Prix maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

LES BOUQUETS
CANAL+

LÉGISLATIVES 2020 : LES GRANDS DUELS DU 2ÈME TOUR

Le second tour des élections législatives se tiendra le 19 avril dans 130 circonscriptions électorales à travers le pays. Si 22 députés ont été élus à l'issue du 1er tour du scrutin, le 29 mars dernier, 125 sièges restent à pourvoir à l'Hémicycle. Ils seront âprement disputés lors de cet ultime tour, qui présente d'alléchants duels entre les différentes listes menées par des cadors politiques habitués des joutes électorales.

GERMAIN KENOVI

À Koulikoro, l'alliance RPM - URD du Président sortant de l'Assemblée nationale, l'Honorable Issaka Sidibé, se mesurera à la liste ASMA - CFP - CODEM. La liste RPM des députés sortants Mamadou Diarassouba et Yiri Keïta sera aux prises à Dioïla avec l'alliance MODEC - URD - ADP-Maliba, en tête de laquelle se trouve l'ancien député et ministre Konimba Sidibé.

À Bougouni, c'est un duel alléchant qui s'annonce entre la liste de l'alliance RPM - URD - MPM du député sortant Zoumana N'tji Doumbia et de l'ancien Président de l'APCAM Bakary Togola et l'alliance CDS Mogotiguiya - ADEMA - CODEM menée par Mamadou Blaise Sangaré, arrivée d'ailleurs en première position au 1er tour.

À Bamako, en Commune II du District, la liste de l'alliance RPM - MPM - ADEMA, conduite par Karim Keïta va affronter l'alliance ADP-Maliba - URD - CODEM pour tenter



Un électeur effectuant son vote dans un centre à Sébénicoro.

les pronostics très équilibrés. « Du point de vue de l'expérience politique et aussi de la confiance du peuple vis-à-vis du candidat, on peut dire qu'Oumar Mariko a plus de chances de l'emporter. Mariko est quelqu'un qui maîtrise la sociologie électorale de Kolondiéba, contrairement à son challenger. On sait également que, quoi qu'il arrive, il aura toujours des fidèles dans cette contrée », pense Ballan Diaki-

travaillé un peu à la base en termes d'investissements sur le terrain, ce qu'il est en train de récolter aujourd'hui », estime-t-il.

Quels facteurs de victoire ?

Si leurs points de vue divergent sur les dénouements des différents duels au rendez-vous du second tour des élections législatives, les analystes sont tout de même d'accord sur un point : les moyens financiers des candidats et les ralliements politiques de soutien feront la différence.

« L'aspect financier va beaucoup peser cette fois-ci. Je suis convaincu que les partis tombés au 1er tour vont se rallier aux camps en course à coups de billets, même s'il faut noter que le report des voix ne sera pas automatique au niveau de l'électorat, juste parce que les instructions viendront des états-majors des partis politiques », indique M. Samaké.

« Les électeurs ont des besoins financiers, ce qui fait que c'est l'argent qui déterminera finalement l'issue de l'élection. Dans ce sens, on

EN BREF

BAMBA : LE GSIM RE-RENDIQUÉ L'ATTAQUE

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à al-Qaïda, a revendiqué l'attaque au cours de laquelle 25 soldats ont été tués début avril dans le nord du Mali, rapporte le groupe américain SITE, spécialisé dans la surveillance des formations extrémistes. Selon les autorités maliennes, 25 soldats ont été tués le 7 avril dans l'attaque contre un poste militaire à Bamba, dans la région de Gao. Dans un communiqué publié le 10 avril, trois jours après l'attaque, le GSIM met aussi en parallèle l'action de ses combattants contre les forces étrangères au Mali, dont la France et l'Espagne, et le « châtement » infligé selon lui par Dieu à ces pays, sous la forme du nouveau coronavirus. Le GSIM note que ces pays n'ont pas seulement été touchés sur leur territoire, mais aussi au sein de leurs forces déployées au Mali. « La pandémie a aussi frappé dans les rangs des forces d'invasion au Mali. C'est le signe de la quasi désintégration de cette alliance satanique », dit-il dans ce communiqué traduit par SITE. ■

peut dire que tout reste ouvert pour ce 2ème tour. Ce sont certainement les candidats ayant la capacité de mobiliser le plus d'électeurs qui vont passer », ajoute Ballan Diakité.

Quant aux ralliements qui peuvent constituer des atouts pour les listes, le chercheur soutient toutefois également qu'ils ne sont pas synonymes d'assurance de victoire, tout simplement « parce qu'ils peuvent ne pas être suivis du respect des consignes de vote ». ■

Les moyens financiers des candidats et les ralliements politiques de soutien feront la différence.

de rempiler pour un nouveau mandat à l'Hémicycle.

Choc Mariko - Konaté Arrivé en tête au 1er tour à Kolondiéba, avec 27,27% des voix, la liste de l'alliance URD - RPM de l'ancien Directeur général de l'ORTM Sidiki N'fa Konaté sera opposée à celle du SADI d'Oumar Mariko. Vu l'écart très serré entre les deux listes au 1er tour, l'issue de ce duel est très incertaine, selon certains analystes, rendant pour le coup

té, chercheur au CRAPES. Mais, pour l'analyste politique Salia Samaké, le Président de SADI aura beaucoup de difficultés cette année à s'imposer, vu que son longévité sur le terrain est en train de le rattraper. « La victoire n'est plus trop évidente aujourd'hui pour lui, même s'il conserve toujours une très grande notoriété au niveau de sa base. Je pense que cela lui sera très difficile, parce que Sidiki N'fa Konaté, de son côté, a apparemment

Donnez votre avis sur www.journaldu Mali.com



#stopcoronavirus



www.gieami.net



ENSEMBLE CONTRE LE CORONAVIRUS



KASSOUM COULIBALY

« Nous devons aider le secteur informel à sortir de sa précarité »

Kassoum Coulibaly est le coordinateur de l'Unité de gestion du Programme d'appui au développement des petites et moyennes entreprises (PAD-PME). Il répond à nos questions sur les mesures du gouvernement pour aider les PME/PMI à faire face aux effets de la pandémie de coronavirus.

PROPOS RECUEILLIS PAR FATOUMATA MAGUIRAGA

Quelle est la place des PME dans notre économie ?

On estime que les PME/PMI représentent entre 80% et 95% des entreprises recensées. Leur capacité à créer de la valeur, des richesses et des emplois pour les jeunes et les femmes est incontestablement l'une de leurs multiples forces, sans oublier leur capacité de maintien de la stabilité sociale et de la paix. Toutefois, la plupart des études indiquent que ces entreprises accèdent difficilement au financement, notamment aux crédits à moyen et long terme. Par conséquent, leur contribution au Produit intérieur brut (PIB) et à la création d'emplois s'en trouve limitée. La faible qualité de l'information les concernant, les insuffisances dans la gestion, la gouvernance et l'environnement juridique et judiciaire, le taux de défaut élevé sur les petites et moyennes entreprises, l'insuffisance ou la faiblesse des mécanismes de partage des risques sont les principales difficultés citées par les établissements de crédit, selon les résultats d'une enquête menée par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en 2014. À l'analyse de ces causes, les difficultés de financement des PME relèvent tant de l'environnement que de la demande et de l'offre.

De quelle manière le Covid-19 impacte-t-il les PME/PMI ?

Aujourd'hui, aucune étude rigoureuse n'a encore été menée pour évaluer l'impact du coronavirus sur l'économie en général, en particulier sur les PME/PMI. Et il faudra attendre un certain temps pour le faire. Cependant, nous pouvons aborder les effets immédiats de certaines mesures barrières et de distanciation sociale prises par les autorités pour le bien des populations.



Kassoum Coulibaly.

Cela est démontré par une baisse drastique des chiffres d'affaires et de l'activité de production ou de services, une mise en chômage technique, voire des licenciements, des employés, le report, voire l'arrêt, des investissements privés programmés, les difficultés de remboursement des prêts, etc...

Quels sont les secteurs les plus touchés ?

De manière générale, tous les secteurs économiques sont fortement affectés par cette situation, du primaire (Agriculture) au tertiaire (Services), en passant par le secondaire (Industrie). L'artisanat est aussi fortement touché.

Quelles sont les mesures prévues par le gouvernement pour leur permettre de faire face ?

Dans le cadre d'un dialogue structuré entre l'État et le secteur privé, une commission a travaillé sur les mesures à prendre pour accompagner le secteur privé en général et en particulier les PME/PMI. Lors de son adresse solennelle à la Nation sur l'ORTM le 11 avril 2020, le Chef de l'État a annoncé des mesures fortes. Je veux rappeler quelques-unes: la pro-

duction de millions de masques par les entreprises locales de textiles, grandes, moyennes ou petites, y compris les tailleurs qualifiés, une exonération de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les factures d'électricité et d'eau de tous les consommateurs pour les mois d'avril, mai et juin 2020, un apurement de l'ensemble de la dette intérieure due au 31 décembre 2019, autant que sera diligenté le paiement des mandats au titre de l'exercice 2020 à hauteur de 100 milliards de FCFA, la dotation de 20 milliards de FCFA pour servir de Fonds de garantie du secteur privé pour les besoins de financement des PME/PMI. S'y ajoute la restructuration de toutes les entreprises sinistrées suite au Covid-19 et les orientations données aux banques afin que les entreprises maliennes puissent bénéficier des concessions accordées par la BCEAO. Il est important de rappeler aussi, qu'au niveau de l'Unité de gestion du PAD-PME, nous avons lancé l'Opération TELECONSEIL, afin d'informer, d'orienter et de conseiller les dirigeants des PME/PMI. Cela comprend l'appui psychosocial, la prise en charge technique et le référencement vers les structures financières impliquées dans la mise en œuvre des mesures prises par le Chef de l'État.

Les start-up sont-elles concernées ?

Bien sûr, si nous nous référons à la classification de la BCEAO. Afin de faciliter leur suivi, les entreprises sont classées en trois catégories, les microentreprises, les petites entreprises et les moyennes entreprises. Il est important de noter que nous devons aider le secteur informel à sortir de sa précarité et lui permettre d'intégrer le secteur formel afin d'assurer sa durabilité et son

EN BREF

LUTTE CONTRE LE COVID-19 : LA BANQUE MONDIALE APPROUVE 25,8 MILLIONS DE DOLLARS

La Banque mondiale a approuvé pour le Mali un montant de 25,8 millions de dollars, dont la moitié est un don et l'autre moitié un prêt, a annoncé l'institution dans un communiqué le 13 avril. Ce financement de l'Association internationale de Développement (IDA) est destiné à la riposte contre le Covid-19. Il servira à améliorer l'accès aux soins de santé et favorisera une réponse intégrée à la pandémie. Il s'agira de renforcer les moyens de dépistage et de traitement des patients et à contribuer à l'amélioration de la capacité des laboratoires et des moyens de veille sanitaire. Le projet de riposte rapide d'urgence à la pandémie de Covid-19 vient renforcer l'aide déjà apportée par la banque dans le cadre du Programme de renforcement des systèmes régionaux de surveillance des maladies (REDISSE). C'est une aide rapide d'un montant de 14 milliards de dollars que le Groupe de la Banque mondiale mobilise pour renforcer l'action des pays en développement face à la pandémie pour accélérer la vitesse de rétablissement. Cet appui comprend des financements ainsi que des conseils et une assistance technique destinée à aider les pays à faire face aux conséquences sanitaires et économiques du Covid-19. ■ **FM**

accompagnement efficace. Je voudrais lancer un appel aux PME/PMI en leur disant que face à cette pandémie, qui va certainement passer rapidement, en plus de respecter toutes les mesures de précaution et les gestes barrières préconisés, il est plus qu'urgent pour les petites et moyennes entreprises de réviser leurs stratégies d'entreprise, de développer de nouveaux marchés intérieurs, de travailler en solidarité vis-à-vis de la loi et de mieux utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC), afin d'être plus compétitives... ■

Black Diamond La beauté au pluriel

Black Diamond by Atou Channel est une marque de produits de beauté confectionnés par Adiaratou Y. Ongoiba. Ces produits apportent la santé, la beauté et surtout le bien-être de la peau, selon la promotrice.

Marié et mère de deux enfants, Atou Channel est Directrice des ressources humaines dans une entreprise et également promotrice de la marque de produits de beauté Black Diamond, créée il y a de cela 4 ans. Ayant pour habitude de préparer ses propres savons de toilette depuis son plus jeune âge, son business débuta par une vidéo de préparation de son savon qu'elle posta sur Snapchat. Dès lors, elle fut énormément sollicitée par ses « followers », qui voulaient ses produits. Elle les distribuera d'abord gratuitement, puis une de ses amies la persuadera finalement d'en faire un business, lui assurant sa rentabilité pour la convaincre. Mais, avant de se lancer, Atou Channel s'est rendue auprès de

vendeuses de savon du grand marché de Bamako, qui lui ont prodigué de précieux conseils pour son aventure naissante. Employant 4 à 5 personnes, la société Black Diamond utilise comme base pour ses produits le savon noir, importé de la Tunisie et du Maroc. Les autres ingrédients utilisés dans les mélanges en proviennent également. Mais pas que, d'autres viennent du Mali, de la Côte d'Ivoire ou encore du Ghana.

Passionné par ce qu'elle fait, avec l'ultime ambition d'offrir le meilleur pour satisfaire ses clientes, Atou Channel affirme se différencier des autres par la qualité de ses produits, sa fiabilité et son service après-vente. Elle propose une gamme de produits constituée de savon noir, de gel de douche, de



La gamme des produits Black Diamond.

gommages, d'huiles essentielles, de crèmes, etc. Ces produits intègrent un ensemble d'ingrédients qui luttent contre les démangeaisons.

Utilisant comme stratégie de communication et canaux de publicité les réseaux sociaux, notamment Snapchat, Atou

Channel a su s'affirmer dans son domaine, car ses produits sont sollicités partout dans le monde. Elle compte bien continuer sur cette lancée et la satisfaction de ses clientes sera toujours pour elle la meilleure des récompenses. ■

AMINATA KEITA



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSÉ !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

LUTTE CONTRE LE COVID-19 : LES FDS ONT-ELLES LES MOYENS DE LEUR MISSION ?

Dans la lutte contre la propagation du Covid-19 au Mali, le gouvernement a pris plusieurs mesures dont l'effectivité implique largement les Forces de défense et de sécurité (FDS). Mais, pour mener à bien ces missions, ont-elles les moyens et les effectifs nécessaires ?

GERMAIN KENOVI



Le directeur de la police de Bamako avec ses éléments lors du démarrage des patrouilles dans le cadre du couvre-feu.

Déjà quelques semaines que la plupart des mesures sont entrées en vigueur et un constat se dégage : dans le domaine des transports, difficile de faire appliquer certaines décisions. Contrairement à la limitation à la moitié du nombre de passagers prévus sur la carte grise du véhicule et la prise en compte de la distance d'un mètre entre ces personnes, les Sotramas continuent de faire le plein et les motocyclistes à rouler à deux, en violation de la disposition qui limite leur nombre à un seul.

Moyens adéquats ? S'il y a une mesure où les forces de défense et de sécurité se déploient à fond, c'est le couvre-feu. Les patrouilles de

jour continuent toujours, mais la nuit il est la priorité. « Nous avons mobilisé l'effectif que nous avons. Nous ne pouvons pas faire mieux, parce qu'il n'y a pas eu de recrutement spécial pour le couvre-feu. Nous

Nous avons mobilisé l'effectif que nous avons. Nous ne pouvons pas faire mieux, parce qu'il n'y a pas eu de recrutement spécial pour le couvre-feu.

faisons donc avec les moyens du bord », explique le Directeur régional de la Police du district de Bamako, le contrôleur général Siaka Bouran Sidibé. « Le carburant est renforcé quotidiennement et pour les mesures d'accompagnement, le Président vient

juste d'annoncer des primes. Mais on ne peut pas encore en parler pour l'heure ». Pour le responsable régional de la police, ses éléments n'auraient pas besoin de moyens extraordinaires pour faire appliquer les mesures si chaque citoyen faisait preuve de civisme.

Protection requise Mais, pour être sur le terrain et faire appliquer les mesures du gouvernement, les forces de défense et de sécurité doivent d'abord elles-mêmes être suffisamment protégées. Dans un courrier en date du 2 avril au ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Syndicat autonome de la police nationale (SAP) demandait que « les policiers, sans distinction de grade et de corps, soient dotés en matériel de protection ».

« Aujourd'hui, nos demandes ont été satisfaites à 70%. Nous avons reçu quelques kits de protection à Bamako, mais nous sommes en train de vérifier si c'est le cas dans les régions », confie Bougouna Baba Dembélé, Président du SAP. ■

EN BREF CORONAVIRUS : LE POINT DANS LE MONDE

Plus d'un million de cas de contamination par le nouveau coronavirus (SARS-CoV-2) ont été officiellement diagnostiqués en Europe, soit un peu plus de la moitié du total mondial, selon un comptage effectué par l'Agence France-Presse (AFP) mercredi 15 avril à 10h30 GMT. Avec au moins 1 010 858 cas, dont 85 271 décès, l'Europe est le continent le plus touché par la pandémie de Covid-19. Dans le monde, 2 000 576 cas et 126 871 morts ont été recensés. L'Espagne (172 541 cas, 18 056 décès), l'Italie (162 488 cas, 21 067 morts), la France (143 303 cas, 15 729 décès) et l'Allemagne (127 584 cas, 3 254 morts) sont les quatre pays comptant officiellement plus de 100 000 cas sur leur territoire. Mais, selon le quotidien Le Monde, Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, de nombreux pays ne testant désormais plus que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière. En Afrique, le nombre de cas est 16 400 selon l'Université John Hopkins le mercredi 15 avril à 11H GMT. 874 décès sont enregistrés contre 3 240 guérisons et 12 286 personnes encore sous traitement. L'Afrique du Sud est le pays qui enregistre le plus de cas avec 2 415 pour 27 décès. Suivi de près par l'Égypte avec 2 350 et dont le nombre de décès est le plus élevé 178 décès. Les pays d'Afrique du Nord sont ceux qui paient le plus lourd tribut avec le cap des 100 décès dépassés par le Maroc, l'Égypte et l'Algérie. Avec 326 décès sur 2 070 cas, cette dernière compte le plus grand nombre de morts sur le continent. ■

BRÉSIL : LE DÉNI DE BOLSONARO

Au Brésil, le Président Jair Bolsonaro multiplie les controverses avec le corps médical pour remettre le pays au travail.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le président brésilien, Jair Bolsonaro.

Dans une vidéo publiée sur Twitter et YouTube, on voit Jair Bolsonaro éteindre des supporters et poser pour des photos à l'intérieur d'une boulangerie et dans la rue.

Ce n'est pas la première fois que le président brésilien sort et rencontre ses partisans pendant la pandémie, ignorant les mesures recommandées par l'Organisation mondiale de la santé. Bolsonaro a comparé le nouveau coronavirus à une « petite grippe » et attaqué publiquement les gouverneurs qui ont pris des mesures de quarantaine, comme à Sao Paulo et Rio de Janeiro, deux des plus grands pôles du pays.

Mozambique Dans l'œil du cyclone terroriste

Ces deux dernières semaines, les djihadistes qui sèment la terreur dans l'extrême-nord du Mozambique ont mené une série d'attaques spectaculaires et enfin affiché au grand jour leur objectif : instaurer la loi islamique. Pendant quelques heures, les villes de Mocimboa da Praia, Quissanga et Muidumbe sont ainsi tombées aux mains de dizaines d'hommes en armes, qui ont détruit postes de police, bâtiments publics et infrastructures, avant d'en diffuser les images sur les réseaux sociaux. Pour la première fois depuis leur apparition, en octobre 2017, dans cette région, selon l'AFP, ceux que la population désigne sous le nom « d'al-shabab » (les jeunes en

Bolsonaro s'est de plus en plus isolé politiquement en affirmant que l'emploi et l'économie devaient prévaloir et que le Brésil « ne peut pas s'arrêter ». Il a assuré le 12 avril devant des chefs religieux : le coronavirus « commence à disparaître », après un bilan de 99 morts et 1 442 nouveaux cas en 24 heures. « Il semble que ce problème de virus commence à disparaître, mais arrive et frappe fort la question du chômage », a-t-il souligné lors d'une conversation par visioconférence à l'occasion de Pâques, diffusée via son compte Facebook. Bolsonaro a assuré que son gouvernement se concentrerait non seulement sur l'arrêt de la progression de la pandémie, mais aussi sur le chômage. Il persiste

et signe : il suffit d'isoler les seniors et les personnes à risque et de laisser les autres travailler normalement, au lieu du confinement généralisé en vigueur aujourd'hui. « Croyant en Dieu par-dessus tout », tous ces obstacles seront surmontés.

Son message et ses apparitions publiques sont en contradiction avec les recommandations du ministre de la Santé, Luiz Henrique Mandetta. Le ministre a obtenu le soutien des Brésiliens grâce à des mises à jour quotidiennes sur le coronavirus, remplies de détails techniques et de recommandations d'autorités telles que l'OMS.

Il appelle également au maintien des mesures de quarantaine dans les États les plus touchés, remettant en cause l'approche du Président Bolsonaro. Les villes les plus touchées, Rio de Janeiro et Sao Paulo, subiront de forts pics d'infections et de décès entre fin avril et début mai, avertit le ministre.

Selon l'université John Hopkins, le Brésil comptait 18 176 cas confirmés de Covid-19 et 957 décès à la date du 13 avril 2020. ■

Donnez votre avis
sur [Journal du Mali](http://www.journaldu Mali.com)

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CANADA : DÉNONCIATIONS EN LIGNE CONTRE LE COVID-19

Au Canada, le service de Police de la ville de Montréal (SPVM), soucieux de « désengorger » le numéro d'appel d'urgence, a mis en place un outil de dénonciation des infractions aux consignes de distanciation sociale pour lutter contre le coronavirus, rapportent plusieurs médias. Depuis la fin de la semaine dernière, le site propose de « rapporter en ligne » les « situations portant atteinte aux consignes et aux directives gouvernementales en lien avec le Covid-19 ». Comme exemples, le SPVM cite une « fête à l'intérieur d'un domicile avec des personnes qui n'y demeurent pas », une partie de football dans un parc ou « un commerce d'alimentation qui ne respecte pas les règles d'hygiène prescrites ». La police de Montréal a reçu pour instructions de sévir contre les personnes qui ne respectent pas les consignes de distanciation sociale des autorités de la santé publique. Les amendes pour les infractions se montent à 1 546 dollars canadiens. Le SPVM en a distribué plus de 700 depuis un mois. ■

B.S.H

ÉCHOS DES RÉGIONS

BOUGOUNI : RUPTURE DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Dans le cadre de son développement, Bougouni a connu une croissance, avec l'installation d'usines et autres structures. Ce qui va avec l'augmentation des besoins en énergie. Mais, depuis un certain temps, l'éclairage public de la ville n'est plus opérationnel. D'après Daouda Doumbia, un jeune résidant à Bougouni, « pratiquement chaque année, en période de chaleur, on constate une rupture de l'éclairage public à Bougouni. Par contre, cette année c'est plus sérieux, car cela fait un mois que les lampadaires ont arrêté de fonctionner. La population a revendiqué en vain, jusqu'à présent rien n'a changé ». Une situation qui inquiète la population de Bougouni car, à la tombée de la nuit, les rues ne sont plus qu'obscurité. Pointé du doigt, EDM a avancé comme motif de cette coupure le non fonctionnement de 4 groupes électrogènes sur les 7 destinés à alimenter la population de la cité. Donc une insuffisance de production. ■

AMINATA KEITA

CHAMPIONNATS : QUELLES DATES DE REPRISE ?

Alors que les principaux championnats européens sont à l'arrêt depuis plus d'un mois pour cause de pandémie du coronavirus toujours en progression, leurs responsables planchent plus que jamais sur des dates de reprise.

Boubacar Sidiki HAÏDARA



Les logos des cinq grands championnats européens.

« Nous voulons terminer, probablement à huis clos. (...) Je peux vous assurer qu'aucun championnat important n'a l'intention d'annuler sa saison ». Ces affirmations du Président de la Liga (championnat espagnol), Javier Tebas, datent de la semaine dernière. Au cours d'une vidéo-conférence de presse, il donnait même quelques dates de reprise possibles. « Nous sommes en train de

considérer l'idée de rejouer en Espagne et dans d'autres pays européens le 29 mai, ou alternativement le 6 juin ou le 28 juin. Si nous commençons la Liga le 28 mai, la Ligue des Champions se jouerait en juillet. Si nous commençons le 6 juin, toutes les compétitions se joueraient jusqu'au 31 juillet. Et si nous commençons le 28 juin, la Liga se jouerait en juillet et la Ligue des Champions en août ». Mais le lundi 13

avril, la Commission déléguée de la Liga, chargée de gérer les championnats professionnels de football, a répété « toute décision sur le retour à la compétition sera soumise aux dispositions adoptées par les autorités sanitaires ».

En Angleterre, la Premier League prévoit une reprise en juin ou juillet. Les matchs se joueraient à huis-clos et le stade de Wembley accueillerait les rencontres. Jusqu'à trois ou quatre par jour, pour ce qui est présenté comme un « méga-événement télévisuel ».

En Italie, foyer de la pandémie en Europe, une reprise courant mai est évoquée. Elle se ferait en deux phases, selon le Président de la Fédération italienne de football, Gabriele Gravina. « Nous entamerons, je l'espère, fin avril, des tests pour nous assurer que les joueurs sont négatifs au virus. Nous passerons ensuite à la deuxième phase, la reprise de l'entraînement ».

Le bout du tunnel Parmi les championnats, l'allemand semble le plus prompt pour une reprise bientôt. Le 9 mai, selon la presse locale. Une réunion se tiendra le 17 avril pour entériner ou non cette date. Plusieurs clubs de Bundesliga ont déjà repris le chemin de l'entraînement, comme le RB Leipzig, le Bayern Munich ou le Borussia Dortmund. En France, la date du 17 juin est évoquée pour le redémarrage de la Ligue 1. ■

CAN Retour en été après 2021

La Coupe d'Afrique des Nations se jouera de nouveau en été après l'édition de 2021, prévue en janvier prochain au Cameroun, a indiqué Abdel-Moneim Bah, Secrétaire général de la Confédération africaine de football (CAF). « La vision de la CAF est claire, la CAN devrait avoir lieu l'été », a-t-il dit dans un entretien avec la télévision égyptienne Time sports. Selon lui, la décision de jouer la compétition au Cameroun en hiver est une exception.

« À cause des conditions météorologiques, avec les fortes pluies en juin-juillet, la CAF, en accord avec les autorités camerounaises, a décidé de faire jouer la CAN en janvier et février », a-t-il rappelé, car il y avait sinon de gros risques de reporter des matchs en raison de fortes pluies. « C'est une exception et la CAN est censée revenir à l'été après l'édition de 2021 », a insisté le Marocain. ■

B.S.H



CARTONS DE LA SEMAINE

Russel Westbrook a offert le mardi 14 avril 650 ordinateurs à des élèves, pour les aider à suivre leurs cours malgré la fermeture des écoles. La star de NBA espère ainsi aider des scolaires économiquement défavorisés de la région de Houston, où il évolue désormais après avoir quitté Oklahoma.

Selon des médias anglais, **les joueurs d'Arsenal** ont refusé la baisse de salaire de 12,5% sur les 12 prochains mois proposée par les dirigeants du club. Avec des conditions incitatives, comme le fait de récupérer la différence s'ils signaient un nouveau contrat ou s'ils étaient vendus à un nouveau club.

COVID-19 : LES ACTEURS CULTURELS SE RÉINVENTENT

Depuis décembre 2019, le nouveau coronavirus a changé les habitudes quotidiennes des populations. Avec deux premiers cas annoncés officiellement le 25 mars, le Mali s'est lancé dans la limitation de la contamination. Dans cette lutte, le secteur de la culture est présent avec des messages de sensibilisation. Des mouvements et des tendances sont nés, tout comme une nouvelle façon de vivre la culture.

Idelette BISSUU



Le Mali fait des efforts pour s'adapter à l'ère du nouveau coronavirus. Les écoles fermées obligent les autorités à déployer des alternatives, comme les cours à distance. Les administrations publiques et privées ont opté pour le télétravail ou le déplacement minimum des employés. Côté structures de santé, commerces et transports en commun, les gestes barrières font l'actualité. Le monde de la culture, dans cette lutte effrénée contre le nouveau coronavirus, n'en est pas en reste. Il contribue à la sensibi-

lisation avec des mouvements comme « Stop Covid-19 » du groupe Agoratoire ou « Sensibilisons par la Culture », avec Fatoumata Bagayogo, artiste, danseuse et chorégraphe, et les activités pilotées par la Commission de sensibilisation contre la pandémie « Culture contre Coronavirus ». En adoptant des comportements responsables, avec la fermeture des espaces culturels, les agendas des artistes et acteurs culturels ont été bouleversés. Des événements programmés en cette période n'ont pas eu lieu et la tenue de

certain, si la crise se prolonge, ne sera sans doute pas envisagée.

Une situation qui fragilise davantage un secteur qui vit au « au jour le jour » et qui peine à nourrir son homme, affirme Abou Guitteye, le patron d'Africa Scène. Il précise : « avec l'avènement du Covid-19, tous les événements ont été annulés. Le chômage technique s'est imposé. C'est un énorme manque à gagner. Bama Art, notre événement-phare, est arrêté depuis que nous avons vu les dégâts que cette maladie cause à travers le monde. »

Pour rester près des festivaliers en cette période de confinement partiel, des initiatives comme « Bama Art Facebook live » ont vu le jour. La première édition, tenue le 11 avril avec Diamy Sacko et Dr Keb, a été appréciée par les internautes. Selon l'organisateur, le e-festival se tiendra sur deux jours, au regard des demandes des artistes, tous solidaires en cette période de pandémie. Du côté de la fédération des artistes du Mali (FEDAMA) le concept « Comédie : spectacle du confinement » est aussi annoncé sur Facebook live.

En cette période de Covid-19, les acteurs culturels se réinventent et les programmes web, télévisés et radiophoniques se multiplient. ■

INFO PEOPLE

RIHANNA EN COLÈRE CONTRE SES FANS

Le nouvel album de Rihanna se fait attendre. Il est même devenu une blague entre ses fans. Mais elle n'a pas envie de rire. Alors qu'elle titille les réseaux sociaux depuis une année pour son neuvième opus, « R9 », la chanteuse a poussé le week-end dernier un coup de gueule. « Si l'un d'entre vous me demande encore une fois quand est-ce qu'il va sortir, alors que j'essaye de sauver le monde, contrairement à tous nos présidents... je tire à vue ! ». Rihanna est plutôt préoccupée à lutter contre les violences conjugales dues à la période de confinement. Elle s'est même alliée avec le PDG de Twitter pour faire un don de 4,2 millions de dollars.



INFO PEOPLE

DJ ARAFAT : SON REMIX AVEC TÉNOR SUSCITE LA COLÈRE

Le remix de la chanson « Péter les plombs » de DJ Arafat avec le rappeur camerounais Ténor, publié le dimanche 12 avril, jour de la fête de Pâques, par son label de production, suscite depuis une vive polémique de la part de ses fans (les Chinois). Selon les adeptes du Daishikan, la voix de l'artiste camerounais est trop présente et ils déplorent que le remix ait été préféré à l'original de la chanson. La première à s'opposer à ce remix est l'une des amis intimes de feu Ange Didier Houon, Vanessa Fashion, qui a exprimé son mécontentement dans une publication sur les réseaux sociaux. Pour d'autres proches de l'artiste défunt, ce remix sert plutôt à propulser Ténor.



Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef par intérim :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Idelette BISSUU - Boubacar Sidiki HAÏDARA - Germain KENOUI
Fatoumata MAGUIRAGA

Stagiaire : Aminata KEÏTA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité
par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble
Badenya, près M'ÉVA Palace - Bamako
Tél : + 223 44 90 26 40
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



SERVICE TRAITEUR



Bio



PAUSE - CAFÉ ET THÉ AVEC VIENNOISERIES

- 50 PERSONNES : 100 000 F
- 100 PERSONNES : 200 000 F
- 200 PERSONNES : 400 000 F
- 300 PERSONNES : 600 000 F



THÉ SAHEL INFUSION

- THÉ VERT NATURE • GINGEMBRE
- THÉ VERT À LA MENTHE • BISSAP
- THÉ CITRONNELLE • MORINGA
- CITRONNELLE • QUINQUELIBA
- COCKTAIL • SECRET DE FEMME
- LAXA+ • BONUS ET CAFÉ

PAUSE - CAFÉ ET THÉ SANS VIENNOISERIES

- 50 PERSONNES : 75 000 F
- 100 PERSONNES : 150 000 F
- 200 PERSONNES : 300 000 F
- 300 PERSONNES : 450 000 F



SERVICES 24H / 24 7 JOURS / 7







Infoline: (00223) 20 21 04 07 / 66746778 / 66758479
www.sahelinfusion.com